



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2017-456

18/05/2017

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 5

Objet : Appel à candidature : 5 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Parc nationaux de France :

- 1 poste de chargé de mission – sport et loisirs de nature au parc national des Calanques (F/H) (titulaire de catégorie A ou B+) à Marseille (13).
- 1 poste de stagiaire « Engagement de la démarche d'éco responsabilité de l'établissement » au parc national des Cévennes (F/H) (Bac +3) à Florac (48).

Ambassade de France au Sénégal – Service de coopération et d'action culturelle :

1 poste d'expert coordinateur de projets (F/H) (titulaire de catégorie A ou A+) à Dakar.

Agence de services et de paiement (ASP) :

1 poste de directeur adjoint du développement rural et de la pêche (F/H) (titulaire de catégorie A) à Limoges (87).

Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :

1 chargé de la liquidation des payes et des charges correspondantes (F/H) (titulaire de catégorie B) à Auffargis (78).

La sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Noémie LE QUELLENEC



Appel à candidature **Chargé(e) de mission – Sports et loisirs de nature**

Contexte

L'Etablissement public du Parc national des Calanques, créé en 2013, est en phase de construction. Le (la) titulaire du poste prendra donc part, aux côtés de l'équipe en place, à l'expérience enrichissante de contribuer à la mise en œuvre d'un projet de territoire nouveau ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement d'un opérateur récent.

Le Parc national des Calanques est chargé de missions de protection des patrimoines naturels et culturels et d'accueil du public dans un territoire comprenant un cœur terrestre de 8 500 ha et un cœur marin de 43 500 ha. Sa situation périurbaine, aux portes de la deuxième ville de France, dans la dynamique d'une grande métropole européenne, place le Parc national dans une situation inédite, un véritable défi pour la conciliation de la préservation des patrimoines avec les activités humaines, notamment de loisir.

Profil recherché

Poste de catégorie A ou B+, ouvert en priorité aux agents titulaires de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, par voie de mutation ou de détachement.

Rattachement hiérarchique

Le Responsable du pôle Usages et Activités.

Missions

Le (la) chargé(e) de mission est le référent(e) du Parc national sur les thématiques liées aux activités de sports et loisirs de nature.

Au sein du pôle Usages et Activités du Parc national des Calanques, le (la) Chargé(e) de mission « sports et loisirs de nature » assurera une triple mission :

- la coordination de l'élaboration du schéma de cohérence des sports et loisirs de pleine nature terre et mer sur l'ensemble du territoire du Parc ;
- la planification, la mise en place, l'animation et le suivi des différentes actions relatives aux activités de sports et loisirs de nature terrestres : randonnée pédestre, vélo/VTT, escalade, spéléologie, parapente, ainsi que les activités émergentes (slackline, base-jump, etc.) ;
- l'appui technique à l'instruction administrative des demandes d'autorisation pour les manifestations sportives terrestres.

Activités principales

Le (la) chargé(e) de mission sera principalement chargé(e) de :

Connaissance des pratiques et des usages

- Développer et améliorer les connaissances sur les pratiques et les pratiquants de pleine nature (techniques, impacts, sociologie) ainsi que sur les filières associées (économie, organisation, gestion) ;
- Contribuer à l'acquisition de données de fréquentation relatives à ces activités, dans le cadre des actions et études menées par le Parc.

Conduite de projets

- Concevoir le projet et piloter la réalisation du schéma de cohérence des sports et loisirs de pleine nature terre et mer du Parc (groupe projet, groupes de travail, AMO, tableaux de bord, etc.) ;
- Organiser et animer les concertations, élaborer et suivre la mise en œuvre des différentes préconisations relatives à la pratique durable des activités sportives de nature dans le périmètre du Parc ;
- Animer le réseau de partenaires, élaborer des partenariats, mettre en œuvre la marque *Esprit parc national*, des chartes de bonnes pratiques et autres outils de collaboration avec les acteurs du monde professionnel et de loisir.

Encadrement des pratiques terrestres

- Organiser et animer la concertation avec les services de l'Etat et les instances représentatives des acteurs professionnels ou de loisir afin d'élaborer des propositions de mesures de gestion (zonages, réglementation, accompagnement, sensibilisation, etc.) au Conseil d'administration du Parc ;
- Réaliser une veille sur le cadre juridique applicable à ces activités ;
- Apporter un appui technique spécifique sur les sports et loisirs de nature terrestres dans le cadre de la mise en œuvre de la police administrative relative à ces activités (manifestations sportives terrestres, avis sur tout projet connexe, surveillance du respect des règles édictées par le décret du Parc et sa charte ou d'une autorisation individuelle délivrée par le directeur de l'établissement public).

Connaissances requises

- Gestion des activités de loisirs sportifs de nature (terrestres en priorité),
- Cadre juridique et technique : code de l'environnement, code des sports,
- Fonctionnement des instances représentatives des activités professionnelles et des fédérations et associations liées aux activités de loisirs sportifs de nature,
- Tissu socioéconomique, touristique et culturel régional et local,
- Gestion des conflits d'usages,
- Capacité de synthèse, de formalisation de documents et présentation,
- Conduite de projet, travail en mode projet,
- Animation de réseaux et conduite de réunions,
- Outils cartographiques et de gestion de bases de données.

Expériences souhaitées

- Connaissance des dispositifs et des acteurs du domaine du développement local, des partenaires des sports de nature,
- Expérience de conduite de projets,
- Une expérience professionnelle en rapport avec les espaces naturels protégés serait appréciée.

Savoir-être attendus

- Esprit d'initiative et d'innovation,
- Aptitude à travailler en équipe et en collaboration avec différents partenaires,
- Diplomatie et bon relationnel, en interne comme en externe,
- Rigueur et autonomie de travail, sens de l'organisation.

Localisation :

Siège du Parc national des Calanques, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Date de prise de poste souhaitée

Le 1^{er} octobre 2017

Modalités de dépôt des candidatures

Indication à préciser :

Candidature pour le poste de CHARGE DE MISSION SPORTS ET LOISIRS DE NATURE

Adresser une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé à :

Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques

Bât. A, 141 avenue du Prado

13008 Marseille

ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter Gilles CHAPPAZ, responsable par intérim du pôle Usages et Activités, au 04 20 10 50 00 ou par mail :

gilles.chappaz@calanques-parcnational.fr.

La date limite de réception des candidatures est fixée au 16 juin 2017.

Les auditions des candidats sélectionnés auront lieu le 10 juillet 2017 à Marseille.

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. La non-réception d'une convocation à l'audition équivaut à un rejet de candidature.

Tous les candidats qui auront postulé recevront néanmoins une réponse par courrier à la fin de la procédure, courant juillet 2017.



Offre de stage

Engagement de la démarche d'écoresponsabilité de l'établissement

Le Parc national des Cévennes

L'établissement public du Parc national des Cévennes est un établissement public national à caractère administratif créé le 2 septembre 1970 et placé sous la tutelle du ministère de l'Ecologie. Il a en charge la gestion et l'aménagement du territoire du Parc national à travers trois missions :

- la connaissance et la protection des patrimoines,
- l'accompagnement du territoire vers un développement durable,
- l'accueil et la sensibilisation.

Le Parc national des Cévennes couvre plus de 2 950 km² avec un cœur protégé habité avoisinant les 950 km². Il est réparti sur 120 communes de la Lozère, du Gard et aux confins de l'Ardèche, dont 111 sont des communes adhérentes à la charte du Parc.

La force de l'identité culturelle, la grandeur des paysages et la richesse de la biodiversité, héritées de 5 000 ans d'agropastoralisme, lui ont valu successivement un classement en Parc national protégeant l'héritage, en Réserve de biosphère combinant conservation et développement, et récemment en Bien du Patrimoine Mondial pour faire perdurer ses paysages agropastoraux évolutifs et vivants.

La charte, élaborée avec les partenaires locaux et nationaux, au premier rang desquels les communes, et approuvée par décret du 8 novembre 2013, a pour ambition de faire vivre ce triple classement dans un projet à 15 ans.

Positionnement du stage au sein du Parc national des Cévennes

Outre la direction et le secrétariat général, l'établissement public est organisé autour de trois services : Connaissance et Veille du territoire / Développement durable / Accueil et Sensibilisation.

L'établissement public compte 76,5 postes (en équivalent temps plein) en 2017, répartis pour moitié entre le siège à Florac et les 4 massifs : Aigoual / Causses-Gorges / Mont-Lozère / Vallées cévenoles.

Le stagiaire « écoresponsabilité » est rattachée au secrétariat général. Le stagiaire sera guidé par un collectif constitué de la secrétaire générale et des délégués territoriaux.

Le secrétariat général rassemble 10 agents administratifs et 4 personnes à la régie.

Il en a charge notamment :

- la gestion budgétaire et financière,
- la gestion du personnel,
- la gestion du patrimoine mobilier et immobilier,
- le secrétariat des instances délibératives, consultatives et représentatives du personnel,
- la gestion des procédures,
- l'informatique,
- la régie technique.

Objectifs et missions

La Charte du Parc national des Cévennes est un projet collectif qui a vocation à être mis en œuvre par l'ensemble des acteurs du territoire et dont la réussite repose sur l'implication et la mobilisation de ces derniers.

L'établissement doit appliquer, dans le cadre de son fonctionnement propre, certaines mesures de la charte (maîtrise de la consommation d'énergie, développement des énergies renouvelables, économies d'eau...).

Le Plan ministériel administration exemplaire (PMAE) 2015-2020 du MEEM/MLHD se décline en 8 axes dans lesquels l'EP PNC doit s'inscrire (économies d'énergie, mobilité durable, économie des ressources et réduction des déchets, préservation de la biodiversité, achats responsables...).

A ce titre, les objectifs de l'établissement sont les suivants :

- Être en conformité avec les objectifs du PMAE en matière de fonctionnement courant des services en vue de faciliter la transition énergétique,
- Se mettre en cohérence avec la charte du Parc en termes d'éco responsabilité,
- Réduire l'empreinte écologique de l'établissement,
- Dégager des économies dans le fonctionnement courant de l'établissement,
- Elaborer un plan éco responsable.

Le stagiaire devra proposer un plan d'actions pluriannuel, s'inscrivant dans les documents cadre, afin d'engager l'établissement dans une démarche d'éco responsabilité. Les premières actions d'ores et déjà identifiées sont les suivantes :

- Mettre en place une politique d'économies (énergie, eau, carburants, papier...),
- Etablir et mettre en œuvre une politique de prévention des déchets, poursuivre la politique, de recyclage et de gestion des déchets,
- Modifier la politique d'achat de l'établissement (critères éco responsables...),
- Sensibiliser le personnel sur les dispositifs mis en œuvre.
- Proposer des outils valorisants et favorisant l'action et l'engagement des personnels dans la mise en œuvre de la politique d'éco responsabilité de l'établissement (développement d'une culture commune).
- Préciser les conditions de mise en œuvre d'un diagnostic thermique du parc immobilier de l'établissement, en compatibilité avec le Schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI).

Le stagiaire devra élaborer un planning de mise en œuvre, définir des critères d'évaluation, évaluer financièrement les actions à mener ainsi que les moyens à mobiliser.

Le stagiaire devra élaborer un projet de plan éco responsable.

Compétences recherchées

- éco responsabilité et développement durable
- prises de contacts et relations partenaires (Ademe...)
- capacité de synthèse
- rigueur et capacité d'analyse
- aisance rédactionnelle
- autonomie et initiative
- permis B

Niveau de formation souhaité

Bac +3 formation éco responsabilité, développement durable

Conditions

Stage de 4 à 6 mois. Gratification, possibilité de logement.

Modalités de dépôt des candidatures

Adresser avant le 31 mai 2017 une lettre de motivation et un curriculum vitae à :
Madame la directrice de l'établissement public du Parc national des Cévennes
Secrétariat Général
6 bis place du palais
48400 FLORAC

Ou par courriel à l'adresse suivante : carine.thomas@cevennes-parcnational.fr

Renseignements : Céline Billault, secrétaire générale
celine.billault@cevennes-parcnational.fr - 04 66 49 53 28

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (MAAF)

Expert coordinateur de projets

Mise à disposition dans le cadre du COMAPI

auprès du Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France au Sénégal

Catégorie : A + ou A ; Niveau de classement parcours professionnel : 3

PRÉSENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	<p>Le poste sera basé à Dakar auprès du Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France au Sénégal.</p> <p>La durée initiale de mise à disposition est de 3 ans. Elle est prolongeable deux fois d'une année supplémentaire.</p>
CONTEXTE et OBJECTIFS DU POSTE	<p>Avec son Plan Sénégal Émergent (PSE), le Sénégal entend être une plate-forme régionale dans l'espace économique de la CEDEAO. Identifiés comme prioritaires, l'agriculture et le secteur éducatif figurent aussi en bonne place dans le document cadre de partenariat franco-sénégalais (2013-2017). En particulier, il s'agit de répondre au défi de l'insertion professionnelle des jeunes. Aujourd'hui, 300 000 jeunes Sénégalais arrivent chaque année sur le marché du travail. Parmi eux, 56 % sont sans emploi et ne suivent ni étude, ni formation, tandis que 29 % restent en emploi précaire.</p> <p>Deux accords franco-sénégalais signés en 2016 ont réaffirmé l'engagement de la France à soutenir, via son expertise dans le domaine de l'enseignement agricole, les réformes engagées depuis 2012 au Sénégal (convention entre le MAAF et le Ministère en charge de l'enseignement supérieur et déclaration d'intention entre le MAAF et le Ministre en charge de la formation professionnelle). Ces accords se concrétisent par deux projets, soutenus par l'Agence française de développement (AFD) et la banque mondiale, en cours de finalisation :</p> <ul style="list-style-type: none">• le projet de Formation Professionnelle pour l'Emploi et la Compétitivité (FPEC), en vue de dispenser des formations de niveau pré-bac à BTS (clusters horticulture et aviculture).• le projet des Instituts supérieurs d'enseignement professionnel (ISEP) dispensant des formations de niveau professionnel Bac+2 (Richard Toll et Bignona). <p>Dans ce contexte, le poste a pour objet de :</p> <ul style="list-style-type: none">• faciliter et assurer le suivi de l'expertise française en matière de formation agricole au Sénégal pour en garantir la qualité et la cohérence,• et, plus globalement, renforcer les partenariats bilatéraux en matière d'enseignement agricole.
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXÉCUTER	<p>Sous l'autorité hiérarchique du Conseiller de coopération et d'action culturelle auprès de l'Ambassadeur de France au Sénégal, en collaboration avec le conseiller régional développement rural et environnement et l'attaché de coopération scientifique et universitaire de l'Ambassade,</p> <p>sous l'autorité fonctionnelle de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (MAAF/DGER),</p> <p>en concertation avec les partenaires sénégalais, dont les coordinateurs des projets (ISEP et clusters),</p> <p>et en collaboration étroite avec le groupement d'intérêt public « Agence pour le développement de la coopération internationale dans les domaines de l'agriculture et l'alimentation et des espaces ruraux » (GIP ADECIA) mandaté en tant qu'opérateur et ensemble pour accompagner le développement des actions et la Conseillère régionale pour les affaires agricoles,</p> <p>l'agent devra assurer les missions suivantes sur la base des études préliminaires déjà réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none">• Au niveau des deux accords inter-états<ul style="list-style-type: none">◦ contribuer à la définition des programmes annuels d'activités soumis à la validation des comités franco-sénégalais de pilotage ;◦ informer et conseiller les autorités françaises quant à l'évolution des activités, incluant les projets ;◦ créer et maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions compétentes du Sénégal, afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises dans le domaine de l'enseignement agricole.• Au niveau des projets ISEP et clusters<ul style="list-style-type: none">◦ être le point de contact des partenaires sénégalais (en particulier les coordinateurs des projets) concernant la bonne mise en œuvre de l'expertise française ;

	<ul style="list-style-type: none"> ○ organiser la réponse française en cohérence avec les programmes annuels validés par les comités franco-sénégalais de pilotage ; ○ préparer les missions des experts français et appuyer leur organisation ; ○ proposer au GIP ADECIA les compétences et expertises françaises pouvant appuyer les projets ; ○ s'assurer de la qualité du contenu des rapports ; ○ rendre compte du travail réalisé au SCAC, à la DGER et au GIP ADECIA. ● Au niveau de la coopération éducative agricole <ul style="list-style-type: none"> ○ assurer la veille sur les relations bilatérales en matière de formation agricole et, au besoin, faciliter les partenariats entre établissements dans les domaines de l'agronomie, de l'agro-alimentaire et des sciences vétérinaires ; ○ favoriser le rapprochement avec les autres acteurs et opérateurs, dont les entreprises françaises du secteur installées au Sénégal. 								
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	<p>L'agent aura de nombreux contacts avec divers acteurs, dont les membres français et sénégalais des comités de pilotage : Ministères sénégalais en charge de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de l'apprentissage, de l'agriculture ; la DGER du MAAF ; la Conseillère régionale pour les affaires agricoles ; GIP ADECIA et FVI ; Agreenium ; AFD.</p> <p>Il collaborera avec les coordinateurs des clusters horticulture et aviculture, ainsi que les responsables des ISEP/RISEP, l'École Inter-États des Sciences et Médecine Vétérinaires de Dakar, les professionnels des filières concernées.</p>								
DATE DE PRISE DE POSTE	Septembre 2017								
FORMATION/COMPÉTENCES LIÉES AU POSTE	<p>Master ou Ingénieur en sciences agronomiques ou agro-alimentaires ou Docteur vétérinaire.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Savoir</th> <th>Savoir-être</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td> <ul style="list-style-type: none"> ● Compétence en conduite de projets ; ● Connaissance de l'enseignement agricole français ; ● Pratique des relations internationales ; ● Compétences en ingénierie de formation et de dispositifs de formation ; ● Compétences interculturelles et diplomatiques. </td> <td> <ul style="list-style-type: none"> ● Adaptable ● Autonomie ● Communicant ● Réactivité ● Responsabilité ● Rigueur </td> </tr> <tr> <th>Savoir-faire</th> <td></td> </tr> <tr> <td> <ul style="list-style-type: none"> ● Aptitude à la synthèse et qualités rédactionnelles ; ● Gérer des projets à distance ; ● Rédiger et transmettre des reportings ; ● Travailler en réseau, en équipe et animer des groupes ; ● Maîtriser les outils bureautiques. </td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Savoir	Savoir-être	<ul style="list-style-type: none"> ● Compétence en conduite de projets ; ● Connaissance de l'enseignement agricole français ; ● Pratique des relations internationales ; ● Compétences en ingénierie de formation et de dispositifs de formation ; ● Compétences interculturelles et diplomatiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Adaptable ● Autonomie ● Communicant ● Réactivité ● Responsabilité ● Rigueur 	Savoir-faire		<ul style="list-style-type: none"> ● Aptitude à la synthèse et qualités rédactionnelles ; ● Gérer des projets à distance ; ● Rédiger et transmettre des reportings ; ● Travailler en réseau, en équipe et animer des groupes ; ● Maîtriser les outils bureautiques. 	
Savoir	Savoir-être								
<ul style="list-style-type: none"> ● Compétence en conduite de projets ; ● Connaissance de l'enseignement agricole français ; ● Pratique des relations internationales ; ● Compétences en ingénierie de formation et de dispositifs de formation ; ● Compétences interculturelles et diplomatiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Adaptable ● Autonomie ● Communicant ● Réactivité ● Responsabilité ● Rigueur 								
Savoir-faire									
<ul style="list-style-type: none"> ● Aptitude à la synthèse et qualités rédactionnelles ; ● Gérer des projets à distance ; ● Rédiger et transmettre des reportings ; ● Travailler en réseau, en équipe et animer des groupes ; ● Maîtriser les outils bureautiques. 									
DATE DE REMISE DES CANDIDATURES	Délai d'un mois à compter de la parution de la fiche de poste dans BO-AGRI.								
POUR PLUS D'INFORMATIONS	Contactez Benoît BONAIME, Chef du Bureau des relations européennes et de la coopération internationale (MAAF/DGER, benoit.bonaime@agriculture.gouv.fr , 01 49 55 52 39).								
POUR CANDIDATER	<p>Envoyer C. V. et lettre de motivation aux personnes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Benoît BONAIME, Chef du Bureau des relations européennes et de la coopération internationale (MAAF/DGER, benoit.bonaime@agriculture.gouv.fr) ; ● Ludovic LARBODIERE, Chef du bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire (MAAF/DGPE, ludovic.larbodiere@agriculture.gouv.fr) ; ● Clément DE CARHEIL, Chargée de mission « animation du réseau à l'international » (MAAF/DGPE, clement.de-carheil@agriculture.gouv.fr). 								

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Agence de services et de paiement (ASP)

Direction du développement rural et de la pêche (DDRP)
Siège Limoges – 2 rue du Maupas– 87040 Limoges cedex 1

Directeur Adjoint du développement rural et de la pêche (H/F)

N° du poste : 17121	
Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel : 3	Groupe RIFSEEP : 1
Poste vacant	
Date limite de candidature : 17 juin 2017	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>La direction du développement rural et de la pêche (DDRP) est chargée de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures du développement rural (hors SICG) programmées par les Régions, autorités de gestion du FEADER, de plusieurs dizaines d'aides nationales agricoles, ainsi que celles liées à la pêche (FEAMP et nationales). Cette activité regroupe 80 agents (maîtrise d'ouvrage, assistance à maîtrise d'ouvrage et déploiement des applications) implantés au siège de l'ASP à Limoges et mobilise également de l'ordre de 70 prestataires.</p> <p>Le directeur est secondé par deux adjoints : la directrice des opérations chargée de la mise en œuvre du projet OSIRIS et du déploiement des applicatifs de gestion, et le titulaire du présent poste orienté sur les missions réglementaires de la maîtrise d'ouvrage et la gouvernance avec les AG</p>
Objectifs du poste	<p>Seconder le directeur et superviser en particulier les activités relatives à la maîtrise d'ouvrage, les aspects réglementaires de la mise en œuvre, les conventions et le contentieux, les restitutions à la Commission et aux corps de contrôles externes.</p> <p>Contribution aux choix et à la gestion des ressources humaines de la direction</p>
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>A ce titre, il met en œuvre une dynamique de communication et de projet entre les différents services concourant à la maîtrise d'ouvrage et aux volets réglementaires de la mise en œuvre des fonds européens.</p> <p>Avec l'aide du chef de service du SADRP il propose les arbitrages et définit les priorités en veillant à la cohérence des travaux. Il supervise l'avancement des chantiers sous la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage et s'assure de leur réalisation dans les délais requis en coordonnant les relations avec les différents acteurs.</p> <p>Il pilote les travaux du secteur des affaires juridiques, réglementaires et des procédures</p> <p>Il facilite et veille au bon fonctionnement des équipes projets chaque fois que les contributeurs proviennent de plusieurs services ou de directions différentes</p> <p>Il rend compte régulièrement au directeur ainsi qu'aux différentes instances de gouvernance de l'ASP. Il prépare et participe également aux travaux liés à la gouvernance du RDR3 avec les Régions</p>

Champ relationnel du poste	Travail en réseau avec les directions et services de l'ASP (direction des opérations OSIRIS, directions régionales de l'ASP, direction des contrôles, agence comptable...) et les partenaires externes (MAAF, MEEM, Régions ...).	
Compétences liées au poste	<p style="text-align: center;">Savoirs - faire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aptitude à animer et manager une équipe, capacité à déléguer et à décider. • Pilotage d'équipes projets • Capacité de synthèse, sens de l'organisation et des priorités, • Capacité à appréhender les enjeux politiques et financiers. • Maîtrise des techniques de management • Culture informatique générale 	<p style="text-align: center;">Savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Connaissance de l'environnement professionnel • Connaissance de l'environnement institutionnel européen et national, des politiques agricoles, rurales, environnementales et de la pêche, • Connaissance des principes généraux budgétaires et de la comptabilité publique, des procédures de contrôle, de paiement de l'établissement.
Personnes à contacter	<p>Christophe Fotré, Directeur du développement rural et de la pêche, Tél : 05 55 12 01 57 - christophe.fotre@asp-public.fr</p> <p>François Progetti, Directeur général délégué, Tél : 05 55 12 00 11 – francois.projetti@asp-public.fr</p> <p>Nicolas Lebraud, Conseiller mobilité carrière Tél : 05 55 12 00 64 – nicolas.lebraud@asp-public.fr</p>	



ONCFS
Avis n° 17-33-DAF

15/05/2017

AVIS DE VACANCES D'EMPLOI A POURVOIR A COMPTER du 1^{er} septembre 2017
A pourvoir en interne ou en position normale d'activité ou détachement

Catégorie :	Catégorie B
Fonction :	Chargé de la liquidation des payes et des charges correspondantes (F/H)
Affectation :	Direction des affaires financières / Département dépenses et paye / Secteur paye
Résidence administrative :	Auffargis (78) – Non logé

*La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.*

Contexte

L'Office National de la Chasse et de la Faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : <http://www.oncfs.gouv.fr>
L'ONCFS est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales et interrégionales).

La Direction des Affaires Financières (DAF) est constituée de 5 départements :

- Le Département Budget et Performance
- Le Département Recettes et Partenariat
- Le Département Achat et Approvisionnement
- Le Département Patrimoine Immobilier
- Le Département Dépenses et Paie

Le Département Dépenses et Paie est composé de deux secteurs : le secteur Dépenses et le secteur Paie
Le département est constitué de 17 agents, dont un 1 Chef de département et deux Chefs de secteur.

Description de l'emploi

Participe à l'organisation pratique du Département dépenses et paye et assure les travaux liés à la liquidation des payes et des charges correspondantes.

Activités principales

En relation directe avec le responsable du Secteur Paye du département dépenses et paye :

- Liquidier les traitements et les salaires d'un groupe d'agents de l'ONCFS,
- Liquidier les charges sociales et fiscales correspondantes,
- Liquidier les allocations chômage au profit des agents du groupe défini,
- Préparer l'envoi des attestations de salaires destinées au CPAM,
- Assister le responsable du secteur paye à la résolution des problèmes informatiques,
- Réaliser les simulations de salaires principalement demandées par le Département recettes et partenariat,
- Rechercher les solutions administratives aux problèmes rencontrés par les agents ou services locaux,
- Réaliser certaines études, regroupement d'informations et analyses nécessaires dans les domaines de compétences du Département dépenses et paye,
- Participer ou réaliser divers travaux du département,
- Contribuer à l'accueil et la formation des agents du département,
- Classer et archiver tous les documents de paye pour le groupe d'agents affectés.

Profil attendu

Connaissances	<ul style="list-style-type: none">- Capacité à intégrer le vocabulaire professionnel, les procédures administratives et le fonctionnement du Secteur paye.- Connaissance des processus d'élaboration des payes et de déclaration des charges et taxes.- Connaissances des fonctionnalités du logiciel de paye.- Connaissance des mécanismes de communication des informations issues des fichiers et dossiers du Secteur paye.
Savoir-faire	<ul style="list-style-type: none">- Appliquer les procédures administratives.- Suivre les procédures communes et participer à leur définition.- Maîtriser les procédures de paye et de déclarations.- Maîtriser le programme de paye.- Faire preuve de réserve et de discrétion professionnelle- Travailler en équipe et en réseau.
Savoir-être	<ul style="list-style-type: none">- Communication et relations humaines- Adaptabilité et réactivité- Rigueur- Grande discrétion professionnelle

Diplômes et expérience

Un diplôme de niveau BAC est attendu pour être rémunéré sur la grille d'emploi de catégorie B.

Une expérience dans le domaine concerné au sein du secteur public serait appréciée.

Conditions particulières d'exercice

- Règles strictes de confidentialité à respecter.
- Disponibilité liée aux cycles de préparation des payes et des déclarations.

Contact et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste :

Ludovic BEUSELINCK, Chef du département dépenses et paie, par téléphone au 01.30.46.60.18, ou par courriel à ludovic.beuselinck@oncfs.gouv.fr

ou

Sylvie BERTIN, Responsable du secteur paye, Adjointe au chef du département dépenses et paie, par téléphone au 01.30.46.54.85 ou par courriel à sylvie.bertin@oncfs.gouv.fr

Pour candidater :

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur candidature **au plus tard le 10 juin 2017** - terme de rigueur -, selon les cas :

- en **interne**, à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet

ou

- en **externe**, par lettre de motivation (avec *curriculum vitae* détaillé et les trois derniers comptes-rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr

Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.